

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

EUROPE : Nouvelle pression pour envoyer des troupes au Congo

- Archives -

Date de mise en ligne : mardi 11 novembre 2008

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

BRUXELLES, 10 nov (IPS) - Des troupes de l'Union européenne (UE) devraient être déployées dans l'est du Congo pour protéger les civils, estiment des activistes des droits de l'Homme. Mais aucune décision n'a été prise dans ce sens par les ministres des Affaires étrangères de l'UE au cours d'une réunion à Bruxelles ce lundi. Pourtant, les combats entre l'armée de la République démocratique du Congo (RDC) et les forces contrôlées par le général rebelle Laurent Nkunda ont été l'un des principaux sujets abordés pendant la réunion ministérielle de l'UE. Les ministres européens, tout en s'inquiétant de la situation en RDC, préconisent des solutions politiques.

Jusque-là, aucun consensus clair ne s'est dégagé parmi les 27 pays de l' **UE** au sujet de la manière dont il faut gérer la crise humanitaire dans ce pays d'Afrique centrale. La Belgique, l'ancienne métropole coloniale du pays, et la France, le détenteur de la présidence tournante du bloc, sont en faveur de l'envoi de troupes de l' **UE** dans la région. Mais l'Allemagne et la Grande-Bretagne se montrent plus prudentes à cet effet.

Composée de 17.000 soldats, la force des Nations Unies au Congo (**MONUC**) est la plus grande force de maintien de la paix au monde. Toutefois, avec la superficie du Congo qui équivaut à celle de toute l'Europe occidentale, la force s'est montrée incapable de venir à bout de l'insurrection.

Henri Bentégeat, le général français qui préside la commission militaire de l'UE, a suggéré qu'une force d'élite ou " *groupes de combat*" soient envoyés au Congo. Chacun de ces 15 groupes contient 1.500 soldats en provenance des armées nationales de plusieurs Etats membres de l'UE. Mais Alain le Roy, le chef de la MONUC, a demandé deux fois cet effectif pour renforcer sa force.

Neil Campbell, le porte-parole de "*International Crisis Group*", un groupe de réflexion qui examine les causes des conflits, a souligné que ces groupes de combat n'ont pas encore été déployés par l'UE depuis qu'ils ont atteint la pleine capacité opérationnelle l'année dernière, même si nombre d'observateurs croient qu'ils ont été mis en place pour faire face à des situations comme celle de l'est du Congo.

En même temps que Campbell pense que l'UE doit engager des troupes, il maintient catégoriquement qu'elles ne doivent pas être d'origine française. Selon des documents dé-classifiés publiés par les autorités de Paris en 2007, la France a apporté un appui militaire et diplomatique aux auteurs du génocide de 1994 dans le Rwanda voisin, au cours duquel un million de Tutsis ont été massacrés. Le gouvernement actuel du Rwanda a publié également des rapports, qui accusent feu président François Mitterrand d'être complice du massacre.

Les relations entre les autorités rwandaises et congolaises sont restées tendues jusqu'à ce jour. Nkunda, un Tutsi congolais, a recruté des centaines de combattants pour son Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) au Rwanda, notamment parmi les ex-soldats de l'armée de ce pays. Il y a eu aussi des allégations selon lesquelles il reçoit l'appui du gouvernement rwandais, bien que les autorités rwandaises démentent cela.

"*Les troupes françaises contrarieraient vraiment les Rwandais*", a déclaré Campbell. "*Cette situation serait très difficile politiquement car elle créerait un autre problème dans la région*". Le militant de 'Human Rights Watch' Reed Brody était du même avis. "*Pour des raisons politiques, il pourrait être très difficile d'avoir des troupes françaises là-bas*", a-t-il dit.

Brody, qui a mené des investigations sur les atrocités dans l'est du Congo pour le compte des Nations Unies dans les années 1990, a indiqué qu'il y a un "*besoin urgent*" pour un nouvel afflux de troupes afin de renforcer la MONUC. "*Il faudra un peu de temps pour y déployer davantage de troupes de l'ONU*", a-t-il dit. "*Il y a beaucoup de discussions*

au sujet de l'envoi d'un groupe de combat (de l'UE) sur le terrain et apparemment, ceci pourrait être fait dans l'intervalle de 10 jours. C'est là quelque chose que nous allons demander".

Brody a également souligné le fait que les attaques contre les civils par les troupes de Nkunda ne doivent rester impunies. Bosco Ntaganda, le chef d'état-major du CNDP, est déjà recherché par la Cour pénale internationale. Il est accusé d'avoir enrôlé des enfants de moins de 15 ans entre 2002 et 2003.

"A de très rares exceptions près, il n'y a eu aucune responsabilité réelle pour aucun des cycles de crimes" qui ont été perpétrés au Congo ces derniers temps, déclare Brody.

Ariane Arpa du groupe anti-pauvreté Oxfam a indiqué que *"même avant la récente recrudescence de violence, la République démocratique du Congo est l'un des pires endroits au monde pour des civils"*.

On estime à plus de cinq millions le nombre de personnes décédées par suite du conflit qui a éclaté en 1998, largement à cause de la faim et de la maladie que la guerre a engendrées. Dans la partie orientale du Congo, au moins un million sont des déplacées internes, alors que le pays a été témoin de certaines des scènes de violence sexuelle les plus horribles sur la terre. Jusqu'à cette année, plus de 1.100 femmes auraient été violées chaque mois, même si les chiffres réels sont probablement plus élevés, ont affirmé des travailleurs humanitaires.

"Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit, il ne peut non plus être résolu en fournissant plus de troupes ou d'équipements militaires", a déclaré Arpa. "Toutefois, si cela se fait de façon adéquate, un appui militaire supplémentaire pourrait aider à améliorer la sécurité, à imposer le cessez-le-feu (déclaré par Nkunda à la fin-octobre mais violé entre-temps), à protéger les civils et permettre aux agences humanitaires d'apporter l'assistance à ceux qui en ont désespérément besoin". (FIN/2008)

David Cronin

lire l'article sur le site ipsinternational.org : [Nouvelle pression pour envoyer des troupes au Congo](#)

lire aussi sur www.tv5.org (11/11/2008) : [RDCongo : au moins 50 civils tués la semaine dernière, selon une ONG](#)
